INTERNATIONALES ÄRZTLICHES BULLETIN

BULLETIN MÉDICAL INTERNATIONAL / INTERNATIONAL MEDICAL BULLETIN
MEZINÁRODNI LÉKAŘSKÝ BULLETIN

Zentralorgan der Internationalen Vereinigung Sozialistischer Ärzte

Juni-Juli 1936 **Praha / Prag / Prague** **III. Jahrg. Nr. 5/6**

Editorial Staff — Rédaction — Schriftleitung:
Dr. Arnold Holitscher - MUDr. Augustin Turek

Inhalt / Sommaire / Contents

Preis der Nummer: ČSR cena čísla Kč 3'-, ročně Kč 30'-; France Frs 2'50, par an Frs 25'- et frais de porto; England sh 0'75, yearly sh 7'50 plus postage; Polska Zł 0'75, rocznie Zł 7'50; Schweiz Frs 0'60, jährlich Frs 6'-; Dänemark K 0'70, jährlich K 7'—.

Rédaction et administration: Praha XII, Čáslavská 15



Sozialistische Ärztetagung in Komotau, 4.–5. Juli 1936

(während des Atus-Bundesfestes)

Samstag, den 4. Juli, 18 Uhr, Sitzung in den Städtischen Parksälen

1. Begrüßungsansprache: Gen. Dr. Holitscher
2. **„Aktuelle Aufgaben des Gesundheitswesens"**, Referenten: Privatdozent Gen. Dr. Th. Gruschka und Gesundheitsminister Gen. Dr. Ludwig Czech
3. **„Traumatische und Rentenneurosen"**, Referent Gen. Prof. Oskar Fischer

Zur Diskussion vorgemerkt: Gen. Dr. B. H. Sajet-Amsterdam

Sonntag, den 5. Juli 1935, 8 Uhr morgens **Ausschußsitzung**

Sonntag, den 5. Juli 1936 pünktlich um ½9 Uhr vormittags **Generalversammlung** im Sitzungssaal der Bezirkskrankenkassa

1. Vorstandsbericht (Gen. Dr. Holitscher)
2. Kassabericht (Gen. Dr. Neumann)
3. Neuwahlen
4. Die Internationale Vereinigung Sozial. Ärzte und das »Bulletin«
5. Verschiedenes

Vorgesehen sind ein gemeinsames Mittagessen und ein Ausflug nach Karlsbad

Meldungen zur Teilnahme an der Tagung und Zimmerbestellungen richte man möglichst bald an **Dr. Arnold Holitscher, Komotau** • Unsere Kollegen und Genossen sowie Vertreter unserer Bruderorganisationen werden um Ihr Erscheinen gebeten!

Für den Vorstand des Vereines der Deutschen sozialdemokratischen Ärzte in der ČSR

Dr. R. Epstein-Aussig

Internationales Ärztliches Bulletin

Bulletin Médical International / International Medical Bulletin

Mezinárodní Lékařský Bulletin

Zentralorgan der Internationalen Vereinigung Sozialistischer Ärzte

Juni - Juli 1936 Praha / Prag / Prague III. Jahrg. Nr. 5/6

Wir freuen uns hier Aufsätze von zwei Kollegen und Genossen, die führend in der sozialistischen Ärztebewegung von Frankreich und Spanien tätig sind, veröffentlichen zu können. Mit dem Vormarsch der Sozialisten in beiden Ländern sind auch unsere Sektionen in ständigem Wachsen begriffen. In den beiden Ländern hat sich gezeigt, daß die Flamme der Revolution nicht erloschen ist. Hier entscheidet sich vielleicht schon in den nächsten Monaten das Schicksal der ganzen internationalen Arbeiterklasse. Wir verfolgen mit heißem Herzen die Arbeit der ganzen sozialistischen Bewegung und sind an der Seite unserer Genossen mit unserer lebhaften Sympathie und unserer tatkräftigen Hilfe.

Die Redaktion des I. Ä. B.

La médecine au service de la collectivité

Par Docteur Oguse-Paris

Médecin inspecteur des écoles de l'assistance publique et des dispensaires antituberculeux.

Avec le développement technique, économique et scientifique de la société moderne la médecine qui pendant longtemps était presque exclusivement un service individuel tend à devenir un service social. On a constaté que la maladie a très souvent pour origine les conditions sociales et que certaines maladies ont pour cause la contagion.

Aussi les pouvoirs publics dans tous les pays sont amenés de plus en plus à prendre des mesures destinées d'une part à améliorer les conditions sociales des individus et d'autre part à éviter la contagion. La limitation des heures du travail est ordonnée non seulement pour des raisons d'ordre économique et politique mais aussi pour des considérations d'hygiène. On se préoccupe de mettre à la disposition des populations des habitations convenables, on surveille la production et la vente des aliments, on organise des sports . . .

Pour lutter contre la contagion, on a abandonné en partie l'obligation pour les médecins d'observer le secret professionnel, obligation inspirée par la conception du respect que l'on doit aux intérêts de l'individu, même lorsqu'ils présentent un danger pour autrui et l'on a impose aux médecins la déclaration de certaines maladies contagieuses.

Pour d'autres maladies, en raison de leurs caractères parti-

culiers (tuberculose, syphilis, cancer) on a multiplié les institutions où les malades peuvent suivre un traitement sous la garantie des spécialistes et sous le contrôle officiel. Non seulement la médecine prend le caratère d'un service collectif, mais les médecins eux-mêmes ne peuvent plus exercer isolément leur profession. La médecine est divisée en plusieurs branches (laryngologie, ophtalmologie, gynécologie, voies urinaires etc.). Il y aussi les recherches de laboratoire et le médecin isolé ne peut ni faire les frais de tout l'outillage nécessaire, ni disposer du temps de faire tous les examens. Les médecins pour pouvoir exercer convenablement leur profession, devraient normalément se grouper et s'associer. La médecine n'est plus un service individuel acquis à chaque malade isolé, mais devient un service collectif et les médecins chargés d'assurer ce service doivent s'associer. Comme la propriété individuelle se transforme de plus en plus en propriété collective, la santé, elle aussi, devient une propriété collective, la médecine devient une activité collective détenue par les médecins.

Mais les médecins qui sont pour la plupart d'origine bourgeoise ne sont pas encore asquis à cette évolution, et le régime capitaliste ne favorise pas la socialisation de la médecine. Aussi les médecins sont-ils divisés en deux catégories, entre lesquelles il n'y a pas de séparation nette, il y a des catégories mixtes.

Les uns pour ne pas s'exposer aux risques que comporte l'exercice individuel de la médecine ou n'y ayant pas réussi se mettent au service des institutions crées par les collectivités qui les exploitent, car elles ont intérêt à avoir le moins de frais possible. Les autres, ceux qui exercent la médecine individuellement sont hostiles à toutes les mesures qui transforment la service de la médecine en service social.

Leurs syndicats sont hostiles aux assurances sociales, à la création des Dispensaires et cela d'autant plus que les malades aisés n'hésitent pas à avoir recours au bénefice des soins gratuits ou à bon marché accordé par le service social. Quelques uns n'hésitent pas pour s'assurer une situation avantageuse à employer des procédés qui rappelent les procédés frauduleux de certains commerçants.

D'autres qui songent aux situations lucratives occupées autrefois par les médecins à la cour des rois et des princes, aspirent au retour d'un régime depuis longtemps dépassé.

Enfin les médecins groupés dans les syndicats désirent obtenir l'institution de l'ordre des médecins analogue à l'ordre des avocats et espèrent ainsi imposer leur volonté à tous les médecins.

Aussi les médecins sont ils en grande majorité hostiles à la doctrine socialiste, même ceux qui sont exploités par les collectivités sont-ils par leur origine, par leur éducation et par tradition solidaires de la petite bourgeoisie; les autres qui exercent individuellement la médecine le sont aussi par intérêt immédiat.

Mais déjà est en formation un groupe des médecins socialistes.

Ils se recrutent parmi les jeunes médecins qui ne sont pas satisfaits des aspirations des médecins conservateurs et qui se rendent compte de la nécessité d'abolir l'exploitation de l'homme par l'homme.

A ce groupe sont venus se joindre ceux, qui socialistes depuis longtemps sont jusqu'ici restés isolés dans leur corporation.

Ce groupe apporte son concours au proletariat international au point de vue général et se prononce pour la socialisation de la médecine au point de vue professionel.

Résumé

Mit der technischen, ökonomischen und wissenschaftlichen Entwicklung der modernen Gesellschaft wird auch die Medizin, die lange ausschließlich individueller Natur war, ein sozialer Dienst. Die Ärzte, die meist bürgerlichen Ursprungs sind, tragen dieser Evolution noch nicht Rechnung. Sie sind in ihrer großen Majorität dem Sozialismus noch feindlich. Sogar diejenigen, die selbst ausgebeutet werden, sind ihrem Ursprung, ihrer Erziehung und Tradition nach mit der kleinen Bourgeoisie solidarisch. Seit einiger Zeit hat sich auch in Frankreich eine Gruppe sozialistischer Ärzte gebildet. Zu ihr stoßen vor allem junge Kollegen, die mit der Sehnsucht der konservativen Ärzte nicht zufrieden sind und die von der Notwendigkeit überzeugt sind, die Ausbeutung des Menschen durch den Menschen abzuschaffen. Zu dieser Gruppe gehören natürlich auch diejenigen, die seit langer Zeit Sozialisten sind und die bisher in der Berufsorganisation isoliert blieben. Diese Sektion der IVSÄ kämpft mit dem internationalen Proletariat und propagiert die Sozialisierung des Gesundheitswesens.

Spanien

Von Prof. J. Torre Blanco-Madrid

Es war im März 1932. Die deutschen Ärzte-Genossen luden mich zu einem Vortrag nach Berlin ein. Wie viele Ereignisse haben sich seit dieser Zeit für sie und uns abgespielt und wie viele Lehren könnten wir alle aus diesen Begebenheiten ziehen!

Das spanische Proletariat war damals voller Jubel über die neue Republik, die dem Lande eine liberale und demokratische Verfassung gebracht hatte. Die deutschen Genossen waren schon von der Nazi-Bewegung ernsthaft bedroht. Mit ihrer großen Erfahrung warnten sie uns: „Gebt acht auf die Rechte, deren reaktionäre Gesinnung Eure demokratischen Errungenschaften gefährdet." Wie hatten sie recht! Die Duldsamkeit gegen die reaktionären Elemente schuf in Spanien eine der Republik feindliche Atmosphäre. Ein verräterischer Republikaner, Lerroux, gestützt und geleitet von den höchsten Machtspitzen, dem Präsidenten Sr. Alcalas Zamora, verbündete sich mit rechtsgerichteten katholischen Elementen,

erreichte die Auflösung der Nationalversammlung und kurz darauf, im November 1933, einen Wahlsieg, der das politische Gesicht des Landes vollkommen veränderte. Dabei war die Zahl der Linksstimmen größer als die der Rechten. Dieser Sieg war darauf zurückzuführen, daß sie geschlossen in die Wahl gingen, während jene zersplittert waren.

Inzwischen lieferte Hindenburg in Deutschland die Macht dem Hitler-Faschismus aus, das österreichische Proletariat kämpfte mit bewunderungswürdigem Heroismus, aber mit verspätetem Elan die Entscheidungsschlacht gegen den Kleriko-Faschismus, der sich bereits installiert hatte. Eine verlorene Schlacht, bei der aber das vergossene Blut zu fruchtbarem Samen wurde.

Das spanische Proletariat wußte aus den eigenen Kämpfen und den Erfahrungen der deutschen und österreichischen Genossen die Lehren zu ziehen. Es sah, daß die deutschen Sozialisten durch ihre irrige Taktik und den Bruderkampf die Errungenschaften so vieler Kampfjahre für längere Zeit verloren hatten. Es erfaßte, wie schwierig es ist, eine revolutionäre Bewegung zu entwickeln, wenn der Faschismus bereits an der Macht ist. Unsere Arbeiterklasse machte sich zur Aufgabe, im Bewußtsein der großen faschistischen Gefahr alle diese Lehren zu berücksichtigen, um dem Faschismus den Weg um jeden Preis abzuschneiden. Es begannen alle jene Anstrengungen, die Einheit der Sozialisten und Kommunisten zu schaffen. Dadurch ergab sich auch eine entschiedene Annäherung der Anarchisten, die in unserem Lande seit jeher Bedeutung hatten und haben. Alle diese Arbeitermassen wurden von einem Gefühl der Einheit und der revolutionären Gesinnung erfaßt. Sie waren fest entschlossen, unter allen Opfern die Machtergreifung der durch Gil Robles geführten klerikalen Rechten zu verhindern.

Am 4. Oktober 1934 löste der Präsident der Republik eine Kabinettskrise, indem er die Macht Lerroux übergab und drei Gil Robles-Leute in das Kabinett aufnahm. Bereits einen Tag danach setzte die revolutionäre Bewegung, geleitet von den vereinigten Arbeiterausschüssen, ein. Das mutige Proletariat war nur deshalb zu besiegen, weil es ohne jede Vorbereitung von den Ereignissen überrascht wurde. Die Regierung und jene, die ihr nachfolgte, verlor ihre moralische Kraft. Das Parlament der Rechten erwies sich als unbrauchbar und mußte aufgelöst werden.

Im Februar 1936 erzielte die vereinigte Linke, die „Volksfront", bei den Wahlen einen vollständigen Sieg. Die Republikaner regieren unter parlamentarischer Mithilfe der Sozialisten und Kommunisten. Mit Schnelligkeit wurde eine erweiterte Amnestie öffentlich verkündet. Man verpflichtete sich, eine Agrarreform durchzuführen und eine absolute Umbildung des Steuersystems vorzubereiten. Man wird alles tun, um sich nicht neuerdings die Macht entreißen zu lassen. Alcala Zamora wurde seines Amtes als Präsident der Republik entsetzt. Die proletarische Klasse wird ohne Schaden der Regierung helfen, das Programm der Volksfront

zu verwirklichen bis zu dem Zeitpunkt, wo die sozialistische Revolution durchgeführt werden kann. Wir glauben nicht zu übertreiben, wenn wir behaupten, daß die politischen Ereignisse in Spanien von höchstem Interesse auch international sein werden.

Auf unser Syndikat der Ärzte, das der Generalunion der Arbeiter angeschlossen ist, haben die politischen Ereignisse einen starken Einfluß ausgeübt. Unser Syndikat existierte seit Anfang 1934 illegal. Aber schon nach zwei Monaten lebte es wieder auf. Es wird seitdem mit Enthusiasmus und Aktivität gearbeitet. Verschiedene Kollegen und Genossen wurden verhaftet, einer sogar zum Tode verurteilt, aber glücklicher Weise begnadigt. Im April 1935 bildete sich in Madrid eine Gruppe von Ärzten, der nicht nur die sozialistischen und kommunistischen Kollegen, sondern auch die Republikaner beitraten. Das Syndikat ist wieder mit ganzer Kraft tätig, so daß es bald eine unbestrittene Bedeutung im Berufsleben erlangen dürfte. Unsere Gewerkschaft, wie das ganze spanische Proletariat, empfindet brüderliche Sympathie mit allen Kollegen und Genossen, die für unsere gemeinsamen Ideale gelitten haben und noch in den faschistischen Ländern leiden. Wir grüßen ganz besonders unsere Kameraden, die in Prag und allüberall die Prinzipien der sozialistischen Ärzte-Internationale mit Eifer vertreten.

Die neue Abortgesetzgebung in der Sowjetunion

Von Fritz Brupbacher-Zürich

Bis jetzt konnte in der Sowjetunion die schwangere Frau selbst entscheiden, ob sie ihr Kind austragen wolle oder nicht. Die einzige Bedingung für den Vollzug der Schwangerschaftsunterbrechung war, daß sie in einem Krankenhause vorgenommen werden mußte.

Laut „Rundschau“ (Pressekorrespondenz der Komintern) liegt nun ein Gesetzentwurf vor, der der Frau das Recht auf Beseitigung der Frucht nur noch zubilligt, wenn durch die Fortdauer der Schwangerschaft Leben und Gesundheit der Frau gefährdet werden.

Begründet wird die vorgesehene Änderung damit, daß zahlreiche werktätige Frauen Eingaben gemacht hätten, die die Schädlichkeit der Abortierung (artifizieller ärztlicher Abort?) betonten.

Eine zweite Begründung stützt sich darauf, daß die Beseitigung der kapitalistischen Ausbeutung in der Sowjetunion, die Hebung des materiellen Wohlstandes, der ungeheuere Aufschwung des politischen und kulturellen Niveaus der Werktätigen, die Revision des noch bestehenden Abtreibungsparagraphen in Erwägung ziehen lassen.

Wir haben dazu folgendes zu bemerken:

1. Als Mensch — was zwar in den Augen des Durchschnitts-

politikers nichts bedeutet — möchten wir selbstverständlich in allererster Linie weiterhin der Frau das Recht zugebilligt haben, darüber zu entscheiden, ob sie ein Kind gebären will oder nicht. Wir denken nicht, daß ein Staatsanwalt, und wäre es der des allerklügsten Gemeinwesens der Welt, mehr Kompetenz haben sollte als die Frau selber. Höchstens könnte ihr ein Arzt Aufklärung darüber geben und geben sollen, ob sie irgendeine Gefahr laufe, wenn sie sich von fachkundiger Hand eine Frucht abtreiben lasse. Also nicht der Politiker, sondern die betroffene Frau selber soll sagen, ob sie gebären wolle oder nicht.

2. Und nun kommen wir zu der Gefahrfrage.

Jahrelang bekamen wir aus der Sowjetunion lauter glänzende Statistiken, die uns erzählten, daß die Todesgefahr bei kunstgerechter Schwangerschaftsunterbrechung sozusagen null sei. Vor mir liegt eine Statistik von Frau Dr. Genss, daß von den im Jahre 1925 gemachten Aborten kein einziger tötlich verlief. Und im Heft vom 15. Juli 1930 der „Hygienischen Sektion des Völkerbundes“ heißt es, daß von 29.300 künstlichen Aborten, die in Moskau gemacht wurden, kein einziger tötlich verlief. Neue ärztliche offizielle Berichte, die zu anderen Resultaten gekommen wären, sind uns aus der Sowjetunion nicht bekannt.

Nun wird plötzlich in zahlreichen Eingaben werktätiger Frauen über die Schädlichkeit der Schwangerschaftsunterbrechung (es kann sich nur um die durch Arzthand gemachten handeln) geklagt. Es wird Einschränkung derselben auf ganz bestimmte Fälle verlangt.

Wer hat jetzt recht? Die medizinisch-wissenschaftliche Statistik oder die werktätigen Frauen?

3. Früher haben die Behörden der Sowjetunion immer gesagt, wenn man den illegalen, wilden und so furchtbar gefährlichen Abort bekämpfen wolle, gebe es keinen anderen Weg, als daß man den kunstgerechten medizinisch ausgeführten Abort zulasse. Und man zeigte uns auch, wie unter dem Einfluß der bisherigen Gesetzgebung der wilde Abort und die daraus resultierenden Todesfälle ganz gewaltig abgenommen hätten.

Hat man auch das vergessen? Oder stellt man sich das Unglaubliche vor, daß die russischen Frauen, wenn die neue Gesetzgebung kommt, nicht wieder dem Pfuschabort sich zuwenden werden?

4. Wer soll entscheiden, ob eine medizinische Indikation für eine künstliche Schwangerschaftsunterbrechung vorliege? Etwa der Kriegsminister Woroschilow oder der Staatsanwalt? Da liegt ja immer die große Schwierigkeit. Bei uns zum Beispiel ist der Staatsanwalt nicht gebunden an das medizinische Gutachten, nicht einmal an das staatlich-gerichtlich medizinische, und ein Gutachten, das nicht vom Staatsangestellten, also der Partei ausgestellt ist, gilt überhaupt nicht.

5. Ist die eugenische Indikation in die medizinische eingeschlossen? Bitte um Beantwortung der Frage.

6. Wir bezweifeln, daß die ökonomischen Verhältnisse in der Sowjetunion so ideal seien, daß man nicht auch die Möglichkeit haben sollte, aus sozialen Gründen Schwangerschaftsunterbrechungen zu machen.

Wir sind durchaus der Meinung, daß in der Sowjetunion mächtige ökonomische Fortschritte gemacht worden seien. Aber nehmen wir nur die Wohnungsverhältnisse. Es ist immer noch an vielen Orten eine solche Wohnungsnot, daß die bereits geborenen Menschen nicht menschenwürdig wohnen können. Geschweige all die noch kommenden.

Zu der medizinischen müßte auch die eugenische und die soziale Indikation hinzukommen.

7. Also künftig sollen alle Schwangerschaften ausgetragen werden. Keine außer aus medizinischen Gründen darf beseitigt werden.

Damit die vermehrte Kinderzahl trotzdem nicht von den Eltern als schwere Last empfunden werde, erhält die Mutter beim achten Kind eine Prämie von 2000 Rubeln per Jahr während fünf Jahren. (Im Herbst 1935 bedeuteten 2000 Rubel in Schwarzbrot umgerechnet 2000 Kilogramm Schwarzbrot.)
Es wäre durchaus selbstverständlich, daß die Mutter für jedes Kind, das sie gebärt, eine entsprechende Zulage erhalten würde. Dem ist nun nicht so. Erst beim achten Kind tritt eine plötzliche und wirklich sehr große Prämie ein. Es handelt sich um eine Art Stachanowbewegung für reichen Kindersegen. Die Frauen sollen wandelnde Gebärmütter werden. Degradation zum hirnlosen Wesen.

Sind wir mit den Vorschlägen der Sowjetregierung über die Abortgesetzgebung nicht einverstanden, so noch weniger mit ihren Begründungen. Die sind so fadenscheinig, daß sie uns einfach wie vorgeschobene Gründe vorkommen und wir einen kombiniert Marx-Freudschen Analytiker beauftragen möchten, die wirklichen Gründe ausfindig zu machen.

Einige Stimmen zum Gesetzentwurf in der Sowjetunion

Die bisher geltende Freiheit in der Abortfrage genoß zweifellos in Sowjet-Rußland wie im Auslande eine ungeheuere Popularität. Um so überraschender und erschütternder wirkt die Veröffentlichung des neuen Gesetzentwurfes. Offiziell versuchte man zunächst der Stellungnahme des ganzen Landes eine bestimmte Richtung zu geben. Die Presse meldete nur, daß „mit gewaltiger Begeisterung“, mit dem „Gefühl ungeheurer Freude“ und „einmütig“

besonders die Arbeiterinnen das Verbot des Abortus begrüßten. Diese Berichterstattung konnte nur wenige Tage vor sich gehen, denn mit großer Leidenschaftlichkeit wird diesmal die Diskussion in der Öffentlichkeit, auch in der Presse, geführt. Wir geben hier einige Meinungsäußerungen aus der DZZ wieder:

Die praktische Ärztin Gen. Dr. Martha Ruben-Wolff-Moskau, eine eifrige Vorkämpferin gegen den § 218 in Deutschland, schreibt u. a.:

„. . . Mit Gesetzesdruck kann man nicht die Geburtenzahl heben, solange die soziale Lage der Massen als Gegendruck wirkt. Die Frau aber, der man die kunstgerechte, erschwingbare Hilfe versagt, treibt man zum Pfuscher, zum Wucherer, zur Selbsthilfe . . . Verhütungsmittel sind das medizinische Hilfsmittel, um Pausen zwischen den Schwangerschaften einzuschalten und auch in vielen anderen Fällen, wo eine Geburt zu diesem oder jenem Zeitpunkt unerwünscht ist. Über diesen Punkt steht leider nichts in dem neuen Entwurf . . . Noch sind bei weitem nicht alle sozialen Ursachen des Abortbedürfnisses behoben. Die Wohnungsfrage ist noch nicht gelöst. Die Errichtung von neuen Krippen, von Kindergärten, von Schulen — das alles wird, es wird . . . Im Laufe der Entwicklung wird der Abortus wohl überflüssig werden und nahezu verschwinden, aber heute ist, so meine ich, ein derartiges Verbot verfrüht."

Arbeiter der Kollektive.

Eine Arbeiterin, Maria Popuschtschenkowa, sagt:

„Das Verbot des Abortus ist unrichtig. Ich habe drei Kinder und weitere will ich nicht mehr zur Welt bringen. Wir sind noch nicht dazu vorbereitet, viele Kinder zu haben. Ernähren können wir sie, aber mit der Bekleidung und dem Schuhwerk ist es schwierig, da solche Waren im Dorf noch nicht ausreichen . . ."

Archip Dolgopolow schreibt:

„Meine Tochter geht am Abortus zugrunde. Sie wurde von niemandem aufgeklärt und ging zu irgendeiner Kurpfuscherin und nun stirbt sie jetzt daran. Den Abortus muß man verbieten . . ."

Eine Lehrerin, Käte Harig-Leningrad:

„Auf keinen Fall sollten nur medizinische Gründe maßgebend sein . . . Solange die Wohnungsverhältnisse noch so schwierige sind und die Kinderkrippen nicht einwandfrei funktionieren, kann man meines Erachtens den Abortus nicht verbieten . . . Ich habe in der Diskussion bisher den Hinweis auf die Frage der Schwangerschaftsverhütung vermißt. Soviel ich mich darüber orientieren konnte, ist besonders die Aufklärung und Propaganda auf diesem Gebiete noch unzureichend . . ."

Schließlich der sich gleichbleibende Professor.

Der Direktor der Gynäkologischen Klinik des I. Moskauer staatlichen medizinischen Institutes E. Kwater schreibt u. a.:

„Dieser Entwurf eines Abortusverbotes zeugt von der großen Humanität und der enormen Fürsorge unserer Partei und Regierung für die werktätige Frau . . . All das ist eine Auswirkung jener Fürsorge für den Menschen, für die werktätige Frau, die unser großer Stalin so klar und prägnant zum Ausdruck gebracht hat . . . Unsere wissenschaftlichen Feststellungen und unsere Erfahrungen besagen, daß der Abortus überaus schädlich ist. Daher ist der Gesetzentwurf als ein weiser Schritt unserer Partei und Regierung zur Gesundung des Landes zu betrachten."

Psychische Hygiene und Wirtschaftskrise

Von Prof. Dr. Oskar Fischer-Prag

Hygiene bedeutet Förderung der Gesundheit durch Erkennung und Verhütung der Schädlichkeiten, welche die Gesundheit untergraben. Die psychische Hygiene ist das hygienische Spezialgebiet für die psychischen Erkrankungen. Zwischen psychischer Hygiene und Wirtschaftskrise nimmt man insoferne wichtige Beziehungen an, als es uns klar erscheint, daß die Wirtschaftskrise auch eine Häufung der geistigen Störungen nach sich ziehen muß. Wir wollen nun die Angelegenheit etwas näher erörtern, denn nicht immer ist das, was uns selbstverständlich erscheint, auch tatsächlich selbstverständlich.

Die einfachste Lösung dieser Frage würde uns die Statistik geben; doch hiebei versagt die Statistik, da die für statistische Bewertungen vorhandene Zeitspanne viel zu kurz ist, um eindeutige Resultate unter Vermeidung aller Fehlerquellen zu liefern.

Wir müssen also die Angelegenheit auf Grund bisheriger allgemeiner biologischer Erfahrungen vielleicht mehr theoretisch erörtern. Vorerst muß man sich vor Augen halten, daß die Aetiologie der geistigen Störungen wesentlich mannigfaltiger ist als die der anderen Krankheiten. Immerhin gilt auch für die geistigen Erkrankungen der Grundsatz von mindestens zweierlei Ursachen, und zwar erstens die mehr oder weniger gegebene Qualität des Organismus, die sogenannte Konstitution, und zweitens die Art und Stärke der von außen einwirkenden Schädigungen; hiezu kommt noch, daß die Psychosen zu einem Teil auf der Basis effektiver Hirnerkrankungen entstehen, zum anderen Teil aber auch nichts anderes sind als die Folgen einer abnormen Reaktion des „psychischen Organismus", ohne daß man hiebei eine abnorme stoffliche Veränderung des Gehirns annehmen könnte. Psychosen der *ersten* Art sind demnach eine besondere Untergruppe von Hirnerkrankungen, und zwar entweder anatomischer Natur, wie z. B.: die angeborenen Hirndefekte, Paralyse, senile Demenz und sicher auch ein Teil der Schizophrenien, oder sie sind derartig, daß man ihre Ursachen in einer nur chemisch-stofflich bedingten krankhaften Hirnfunktion suchen darf. Die Psychosen der *zweiten* Art wären dann psychische Reaktionsformen, also rein geistige Erkrankungen. Bei den Psychosen der *ersten* Gruppe muß man die Ursachen der Erkrankung in Momenten suchen, welche die hiezu notwendige Hirnerkrankung hervorzurufen imstande sind, wie Syphilisinfektion, Arteriosklerose, abnorme Tätigkeit der Drüsen innerer Sekretion und dgl., bei den psychischen Erkrankungen der *zweiten* Gruppe sind es vornehmlich affektuöse Erschütterungen, die durch besondere Intensität oder Häufung den „psychischen Organismus" aus dem Gleichgewicht bringen.

Die Wirtschaftskrise bedeutet für die arbeitenden Volksschich-

ten Entbehrungen und Hunger, das Niveau der Lebensführung sinkt weit unter das hygienisch zuträgliche Maß, es kommt zu chronischer Unterernährung, die sich deletär auf den ganzen Organismus auswirkt: sowohl die einzelnen Organe als auch der Organismus als Ganzes werden weniger widerstandsfähig, zumal gegen äußere Schädlichkeiten, gegen Infektionen; hier steht die Tuberkulose an erster Stelle; bei Kindern sind es noch chronische Darmkrankheiten und Rachitis, welche die Hungerdestruktion des Organismus wesentlich erhöhen.

Die Hungerdestruktion des Körpers kann wahrscheinlich direkt psychosefördernd wirken. Im Weltkriege haben wir eine immerhin auffällige Häufung von Schizophrenieerkrankungen bei stark unterernährten Frauen beobachtet; etwas ähnliches sieht man auch nach dem Kriege wiederholt bei Frauen, die aus unnötiger Eitelkeit (auch dort, wo man von Fettsucht nicht reden konnte) eine schnelle Entfettungskur durch Hungern betrieben haben. Die Ursache dürfte darin zu suchen sein, daß durch das Hungern gewisse Drüsen innerer Sekretion stärker in Mitleidenschaft gezogen werden, deren Fehlfunktion zum Ausbruche der Psychose führt. Derartige Konsequenzen können auch als Folge der Wirtschaftskrise hin und wieder erwartet werden.

Weiter führt eine chronische Unterernährung zu einer Minderfunktion des Gehirns, die sich in zwei Hauptrichtungen auswirkt, einerseits in Ermüdbarkeit, andererseits in Reizbarkeit, also den Symptomen, die wir auch sonst bei der typischen Erschöpfungskrankheit, der Neurasthenie, antreffen. Dieses Erkrankungsbild, zumal durch andauernde Unterernährung gefördert, bedeutet eine wesentliche Verminderung der psychischen Leistungsfähigkeit und was besonders wichtig ist, eine Einbuße der Widerstandsfähigkeit auf somatischem, besonders aber auf psychischem Gebiet.

Hiezu kommt, daß sich die Krise noch als direkte psychische Schädlichkeit auswirken kann, denn Hunger, Sorge, Not und Angst um die nächste Zukunft beinhalten Affekte, die den Arbeitslosen und Kurzarbeitenden schwer bedrücken. Man kann da einwenden, daß auch im Kriege ähnliche Affektschädigungen neben Ernährungsschädigungen auf die Bevölkerung einwirkten und dennoch war die Auswirkung auf die psychische Gesundheit wesentlich geringer, als man erwartet hatte. Doch im Kriege war die psychische Einwirkung deshalb nicht so schlimm, weil jedermann die Kriegsnot als etwas Passageres ansah und ein Ende vorauszusehen war. In der jetzigen Wirtschaftsnot hat die Bevölkerung jedoch keine richtige Zuversicht auf eine grundlegende Besserung, woraus Hoffnungslosigkeit, Trostlosigkeit und dumpfe Verzweiflung entspringen, also Stimmungslagen, welche geeignet sind, sich noch schwerer auszuwirken, als die vorher erwähnten Affekte.

Wir sehen also als direkte Folgen der Wirtschaftsnot einerseits Schädigungen des Zentralnervensystems, andererseits schwere

Gemütserregungen, die beide zusammen imstande sein können, psychotische Zustände hervorzubringen.

Das Hauptgewicht der Hungerkrisenschädigungen liegt bei deren Einfluß auf den Nachwuchs; Unterernährung der Eltern kann und wird sich an der Nachkommenschaft in nicht günstigem Sinne auswirken, die Unterernährung schwächt das wachsende Kind, das unterernährte Kind kann sich körperlich nicht normalmäßig entwickeln, wie schon oben erwähnt, sind Darmkatarrhe, Tuberkulose und Rachitis eine häufige Folge, die wiederum das Gehirn in seiner Entwicklung beeinflussen, woraus häufig Hydrocephalus, Epilepsie und Schwachsinn resultieren. Abgesehen von diesen Erkrankungen ist auch zu erwarten, daß das körperlich zurückgebliebene Kind geistig auch insoferne leidet, als sein weniger widerstandsfähiges Gehirn den Anforderungen des Lebens nicht recht standhält, zumal es infolge der Not der Familie bei mangelnder Pflege und Hygiene aufwärts. Ein solches Kind steuert mit großer Wahrscheinlichkeit in die Gefahrenklasse der Reizbaren, der Haltlosen, der psychisch Minderwertigen, der Psychopathen, welche das Übergangsmaterial zwischen Geisteskrankheit und Verbrechertum bilden.

Vom biologischen Standpunkte sind die hier gezeichneten Konsequenzen recht klar, beinahe rechnungsmäßig eindeutig, das Zukunftsbild also recht düster. Es kommt nur darauf an, bis zu welchem Grade der Verschlechterung des Menschenmaterials die Hungerkrise führen kann; den Grad kann nur eine dementsprechende Statistik erheben.

Hoffentlich wird es den maßgebenden Faktoren doch gelingen, die Hungerkrise der arbeitenden Bevölkerung zu bannen, früher noch, bevor die Schäden zu groß sein werden; denn dann kann die körperliche und psychische Verelendung der Menschheit soweit kommen, daß die psychische Hygiene vor schwer reparablen Schäden stehen wird.

Das Niveau der neuen ärztlichen Fortbildung in Deutschland

Von Dr. Silva

Eine systematische Fortbildung der Ärzte und ihre Notwendigkeit gerade bei den großen wissenschaftlichen Fortschritten der letzten Jahrzehnte ist seit langer Zeit in Deutschland gefördert worden. In Scharen strömten neben den Inländern ausländische Kollegen an die deutschen Forschungsstätten, an denen Männer wie Virchow, v. Bergmann, Koch, Behring, Röntgen, v. Leyden, Paul Ehrlich, wirken konnten, weil das Reich der Hitler und Streicher noch nicht geschaffen war. Ohne Glauben zu finden, sprechen die Nazis auch auf diesem Gebiete von einer Umwälzung mit wertvollen Erfolgen. In der Tat, sie haben eine Führerschule der deutschen Ärzte auf einem Gute in Mecklenburg, in Alt-Rehse, begründet. Da ganz Deutschland ein einziges Soldatenlager geworden ist, werden auch die Ärzte in militärischer Disziplin umgemodelt. Sie sollen zu Kämpfern für die nationalsozialistische Idee, an der die Welt genesen soll, erzogen werden. In dieser Schule marschieren all die großen Führer auf: Reichsminister Dr. Frank lehrt das kommende deutsche Recht im Dritten Reich; Pg.-Dr. Ley doziert über „Erziehung und Gestaltung des deutschen Menschen"; Alfred Rosenberg, der Beauftragte des Führers für die gesamte geistige Erziehung, spricht über den „Weltanschaulichen Kampf des Nationalsozialismus". Es gibt sogar schon ein Alt-Rehse-Lied, gedichtet von einem Weimarer Arzt, mit dem Schlußvers:

Und holt einst der Tod uns zur Ruhe,
Der niemals gesehen uns feig,
Alt-Rehser, die bleiben Kämpfer
Fürs dritte, fürs ewige Reich.

Den Glauben an Deutschland im Herzen
Steht fest zu des Führers Gebot
Der Deutschen Ärzte Garde
Im Frieden und Krieg bis zum Tod.

(Singweise: „Es zittern die morschen Knochen".)

Auch die sonstige ärztliche Fortbildung unterscheidet sich offenbar weitgehend von derjenigen im „liberalistischen" Zeitalter. In den Eindrücken über die Fortbildungsarbeit lesen wir im „Deutschen Ärzteblatt": „Unter uns war keiner, der versuchte, sein eigenes Wissen in den Vordergrund zu stellen... Wir elf waren bald so kameradschaftlich verwachsen, daß jemand, der derartiges versuchte, gerade und gründlich eines auf den Kopf erhielt." Man ist doch nicht umsonst durch die harte und rauhe Schule der SS gegangen!

Wir erfahren weiter, daß zum Schluß sich Professoren, Direktoren und Ärzte zu einem Kameradschaftsbierabend zusammenzu-

finden pflegen. Die Stimmung, die dort herrschte, läßt sich aus einem anderen Bericht des „Deutschen Ärzteblattes" feststellen:

„Ein Lob verdienen noch die Straßenbahnschaffner, die immer gleich freundlich besorgt waren, daß man richtig ankam, auch dann, wenn durch einen Korn und ein Gläschen Bier das Orientierungsvermögen etwas zuviel in Unordnung geraten war."

Über das Sinken des Niveaus in den medizinischen Zeitschriften, die sehr gründlich von sachkundigen Schriftleitern und Mitarbeitern gesäubert wurden, haben wir häufig an dieser Stelle beweiskräftiges Material veröffentlicht. Es sei durch einige Beispiele aus der jüngsten Zeit ergänzt. In den „Zahnärztlichen Mitteilungen", dem Organ der deutschen Zahnärzteschaft, mit der Beilage „Akademie für zahnärztliche Fortbildung", findet man in einer Nummer vom 12. Ostermond (April) 1936 die folgenden seitenlangen Aufsätze: „Ostern, das germanische Frühlingsfest." „Mythische Symbole und was sie uns zu sagen haben." „Das Weltall, das zerstiebt: Gedanken unter dem gestirnten Himmel einer Osternacht." „Das organische Weltbild" (Grundlagen einer neuentstehenden deutschen Kultur). Es ist ein Preisrätsel, den Zusammenhang dieser Aufsätze mit den Aufgaben einer zahnärztlichen Zeitschrift festzustellen.

Die „Zeitschrift für ärztliche Fortbildung" vom 1. Mai d. J. veröffentlicht aus der Feder des Generalarztes Dr. Buttersack aus Göttingen einen Nachruf für den französischen Rasseforscher Georges Vacher de Laponge. In diesem Aufsatze wird Frankreich im Sinne des Führers und Verfassers von „Mein Kampf" beschimpft. „Die wahllose Vermischung seiner Bevölkerung mit allen möglichen farbigen Rassen trägt die Schuld daran, daß das Frankreich von heute so gut wie nichts mehr zu tun hat mit dem Frankenreich von einst." Warum dieser Zorn? Weil Frankreich nichts übrig hatte für den Grafen de Laponge, der ähnliche Bahnen wie der Naziprofessor Günther wandelte und seine Liebe dem Schicksal der nordischen Rasse widmete. „So versenkt ein „Kulturvolk" seine besten Vertreter im Meer der Vergessenheit", also jammert der Dr. Buttersack. Für diesen Generalarzt und seinesgleichen sind die Franzosen wie zu Beginn des glorreichen Weltkrieges ein dekadentes und degeneriertes Volk. Inzwischen hat sich noch Schlimmeres ereignet: In dem „vernegerten Frankreich" ist der Faschismus gänzlich zurückgeworfen worden, die Marxisten bilden die Regierung!

In den „Sozialhygienischen Mitteilungen", Zeitschrift für Gesundheitspolitik und Gesetzgebung, 19. Jahrgang, Heft 4, findet sich ein besonders charakteristischer Aufsatz von Prof. Georg Sticker, Professor für Medizingeschichte an der Universität Würzburg. Der Artikel „Gesundheit und Erziehung bei den arischen Völkern" verdiente, im Original veröffentlicht zu werden. In ihm werden zunächst die arischen Völker ob ihrer leib-

lichen, geistigen, sittlichen Vollwertigkeit gepriesen. Diese Sittlichkeit sieht so aus: „Der Arier lehnt ab Nachkommenschaft mit Merkmalen der Verkümmerung, der Verkrüppelung, der Minderwertigkeit. (An Göbbels und andere Nazigrößen wird hierbei natürlich nicht gedacht. Die Red. des „IÄB.) Kinder, die von Geburt aus mißgestaltig, blödsinnig, unerziehlich, unbrauchbar sind, werden ausgesetzt oder höchstens soweit geduldet, als sie den Frieden und Bestand der häuslichen und staatlichen Ordnung nicht stören. Verunstaltungen auf der Jagd und im Kriege bleiben ehrenvoll." Mit „unbeugsamem Rechtsgefühl" entledigt man sich der Hochbetagten, der Hilflosen und der durch Krankheit Verminderten. Dafür wird das deutsche Volk, als es noch nicht erwacht und für die Hitlerei reif war, von diesem Vertreter des Dritten Reiches gegeißelt, weil es sogar das „ausländische Gesindel" im Lande duldete. „Schlimmeres noch ließen wir uns gefallen. Wir konnten es nicht verwehren, daß eine „Rechtskommission des Bundes deutscher Frauenvereine" in der Gefolgschaft frecher Eindringlinge und Zuhälter die Forderung stellte: Gleiches Recht für Mann und Weib! und damit ja kein Mißverständnis über den Inhalt jenes „Rechtes" bleibe, ihre Forderung erläuterte: „Freie Liebe für das Weib wie für den Mann, freie Ehe auf Widerruf, Kinder nach Übereinkunft!"

In dem Erguß, in dem noch zahlreiche Bonmots gegen die Volksverderber enthalten sind, heißt es zum Schluß:

„Der Arier fühlt wieder, daß sein eigenes Dasein für ihn erste Pflicht sei und daß die Vorsehung der Menschheit von jedem Lebenswilligen verlangt, sich mit eigenen Gesetzen und eigenen Mitteln zu erhalten, entschieden, unbeugsam, unbekümmert um das Gewinsel einer trügerischen Humanität."

Es ist tief beschämend und bezeichnend für das Niveau der Zeitschriften im Nazi-Deutschland, daß ein sozialhygienisches Blatt unter der Redaktion eines Hygienikers, Dr. Alfons Fischer-Karlsruhe, einen solchen Artikel abdruckt. Die empfohlene Selbsthilfe, von den sonstigen Bekenntnissen abgesehen, bedeutet die Rückkehr zum Individualismus und die Negierung der ganzen Sozialversicherung, die sich die Arbeitermassen überall in ihrem Kampfe für die Menschenrechte errungen haben.

Entwicklung der Krankenpflege in Deutschland

Seit dem Jahre 1887 hat das Statistische Reichsamt in Verbindung mit den Statistischen Landeszentralstellen regelmäßig die Zahlen der in den verschiedensten Berufen beschäftigten Personen veröffentlicht. Die letzte diesbezügliche Statistik datiert vom 30. Dezember 1934. Die Zahlen, die nachstehend wiedergegeben wer-

den, lassen deutlich erkennen, warum man von weiteren Veröffentlichungen abgesehen hat:

Jahr	Anzahl des Krankenpflegepersonals	Auf 1000 Einwohner
1887	14.585	3,07
1898	29.577	5,46
1909	68.818	10,83
1928	101.668	15,98
1930	110.491	17,13
1933	111.678	17,41
1934	88.872	14,05

Es entspricht der Wahrheitsliebe, durch die sich die Behörden im heutigen Deutschland auszeichnen, daß im Kommentar zu der letzten Bekanntgabe vermerkt war, der Gesundheitszustand des Volkes habe sich so gehoben, daß auf eine erhebliche Anzahl von Krankenpflegepersonen habe verzichtet werden können. Wie es mit dem Gesundheitszustand der Bevölkerung in Wirklichkeit aussieht, braucht gerade in dieser Zeitschrift nicht besonders erwähnt werden. Es erscheint aber angebracht, ein Bild zu entwerfen über den Geist in der krankenpflegerischen Versorgung der Bevölkerung im Dritten Reich. Es soll nur noch der Vollständigkeit halber darauf hingewiesen werden, daß auch die Anzahl der Krankenanstalten und damit der Betten ganz wesentlich zurückgegangen sind. Ein Vergleich zwischen den Jahren 1931 und 1935 ergibt folgendes Bild:

Jahr	Krankenanstalten	Krankenbetten auf 1000 Einwohner
1931	3987	5,7
1935	3219	4.5

In erster Linie sind es Altersheime und Siechenhäuser, die geschlossen worden sind. Die heutigen Machthaber in Deutschland sind wirklich nicht von „Humanitätsduselei" angekränkelt und führen rücksichtslos durch, Alte und Sieche, wie überhaupt solche Menschen, die für die „Volksgemeinschaft" wertlos sind, „abzustoßen". Das folgende Beispiel aus einem der größten Siechenhäuser ist charakteristisch für den Betrieb der Siechenhäuser überhaupt. Ein 27jähriger, schwer lungenkranker Patient klagt über mangelhaftes und unzureichendes Essen. Die Schwester, die über 20 Jahre im öffentlichen Dienst steht, gibt dem Kranken von dem übrig gebliebenen Essen eine zweite Portion. Die Oberschwester meldet das dem Herrn Inspektor. Dieser „alte Kämpfer" läßt sich die Sünderin kommen und fragt sie, ob sie denn glaube, diese Kranken sollen ewig leben. Die Schwester erhält einen Verweis zu den Akten und wird, da sich der Vorgang am 17. Oktober 1935 wiederholte, fristlos entlassen. Eine Klage vor dem Arbeitsgericht verläuft negativ. In der Begründung sagt das Gericht, die Schwester sei an unbedingten Gehorsam gebunden gewesen und habe nicht nachzuprüfen gehabt, ob die Anordnungen zweckmäßig und

richtig gewesen seien. Die fristlose Entlassung sei deshalb gerechtfertigt.

Berücksichtigt man, daß solche Fälle in tausend Variationen vorkommen, so versteht man, warum Alte und Sieche sich weigern, ja sich mit Händen und Füßen dagegen sträuben, in eine Anstalt gebracht zu werden. Ganz ähnlich ist die Einstellung der Bevölkerung zu den übrigen Anstalten. In jahrzehntelanger mühseliger Arbeit war es den Psychiatern gelungen, die im Volksempfinden wurzelnden Vorurteile gegen ihre Anstalten zurückzudrängen. Aus den Irrenhäusern wurden im wahrsten Sinne des Wortes Heil- und Pflegeanstalten. Heute kann man bestenfalls von Bewahranstalten sprechen, weil jede sachgemäße Pflege fehlt. Das früher tätig gewesene staatlich geprüfte Krankenpflegepersonal mußte seinen Platz räumen und den Leuten mit der niedrigen Parteimitgliedsnummer Platz machen. Es gehört nicht zu den Seltenheiten, daß „Pfleger" in ihrer braunen SA-Uniform Dienst tun und es herrscht ganz allgemein der rauhe, aber herzliche Ton, den diese Elemente von ihren Marsch- und Schießübungen her gewohnt sind. An die Stelle einer sinnvollen Beschäftigungstherapie sind Exerzierübungen und das Brüllen von nationalsozialistischen Liedern getreten. Es ist wirklich auch in diesem Falle schwer, keine Satire zu schreiben. Fürsorgestellen und Ambulatorien, die in die Statistik nicht einbezogen sind, sind ganz oder zum großen Teil geschlossen worden. Das auf diese Art brotlos gemachte Pflegepersonal ist in erheblichem Umfange der Kurpfuscherei, die staatlich konzessioniert ist, in die Arme getrieben worden. Das ist nicht zuletzt darauf zurückzuführen, daß das Vertrauen der Bevölkerung zu den Ärzten auf dem Nullpunkt angelangt ist. Der Typ des Arztes ist wieder lebendig geworden, der während des Weltkrieges dem Volke Dörrgemüse als Medizin verschrieben hat und im übrigen unter der Devise weiterlebt „k. v. = der Nächste". Es kommt hiezu die heute tatsächlich vorhandene ungeheure Zahl von Simulanten, die allerdings nicht Arbeitsunfähigkeit, sondern Arbeitsfähigkeit simulieren. Die ausgebeuteten Proletarier wissen, daß Arbeitsunfähigkeit gleichbedeutend ist mit dem Verlust ihres Arbeitsplatzes. Deshalb meiden sie den Arzt und gehen nach Feierabend verstohlen zum Kurpfuscher. Den Herren vom früheren Leipziger Verband graut vor den Geistern, die sie zitiert haben, aber sie werden sie nicht mehr los.

Während man sich bei den Industriearbeitern fast durchwegs darauf beschränkt hat, vom früheren Lohn Abzüge in einer Gesamthöhe von durchschnittlich 30% zu machen, ist der Bruttolohn des Krankenpflegepersonals um rund 40% gekürzt worden. Von dem Rest aber werden die gleichen Abzüge gemacht wie bei den Industriearbeitern. Uns liegt eine Gehaltsabrechnung einer Schwester mit 16 Dienstjahren aus einer Dresdner städtischen Anstalt vor, die folgendermaßen aussieht:

Bruttolohn neben freier Station		Mk. 57.—
Krankenkasse und Invalidenversicherung . .	Mk. 3.75	
Erwerbslosenversicherung	Mk. 3.71	
Steuer	Mk. 4.56	
Winterhilfe	Mk. 1.71	
Hindenburgspende	Mk. 1.14	
Beitrag zur D. A. F.	Mk. 2.50	
Zeitung der D. A. F	Mk. -.50	
Beitrag zur Fachschaft	Mk. 1.—	
Beitrag zum Luftschutzverband	Mk. 1.20	Mk. 20.07
	Nettolohn .	Mk. 36.93

Von diesem Betrag sind neben den „freiwilligen" Sammlungen wie Eintopfsonntag, Pfundsammlungen, Straßen- und Haussammlungen sowie monatlich zweimal 30 Pf. als Eintritt zu den Betriebsversammlungen zu zahlen. Rechnet man hiezu die auf mindestens 10 Stunden verlängerte Arbeitszeit und die Tatsache, daß sich das kulturelle Leben dieser Menschen in dem Zwangsbesuch von Parteiveranstaltungen mit Militärmusik und gemeinsamen Liedern erschöpft und daß zu allem Überfluß monatlich noch ein Tendenzstück in einem Kraft-durch-Freude-Theater besucht werden muß, dann versteht man, daß die Ethik in der Krankenpflege notgedrungen in die Brüche gehen mußte. Was heute dem Pflegepersonal fehlt, ist Steigerung der körperlichen Leistungsfähigkeit durch Sport und Spiel, Anteilnahme an den Gütern der Kultur, z. B. auf dem Gebiete des Theaters, der Musik und der Literatur, Pflege des Familiensinns und nicht zuletzt die Hygiene des eigenen Körpers. Das sind Dinge, die den Boden befruchten, auf dem die Ethik gedeihen kann. Da man dem Pflegepersonal die Möglichkeit solcher Betätigung genommen hat, so wachsen auf diesem Boden die üblen Pflanzen, die heute in allen deutschen Krankenanstalten wuchern, nämlich Klatschsucht, Denunziantentum, Eifersucht und Eitelkeit. Die Leidtragenden sind vor allem die kranken Proletarier, die auch auf diesem Gebiete die Segnungen des Dritten Reiches zu spüren bekommen.

Ein klägliches Verhalten

Wir haben im letzten Hefte unseren Standpunkt in der Zahntechnikerfrage dargelegt, darin klar ausgesprochen, daß „ein weiteres Vordringen der Zahntechniker auf Kosten der Ärzte nicht zugestanden werden" sollte; wir haben aber auch unserer Entrüstung über die unsachliche Kampfesweise, die in den Kundgebungen der Ärzte und in der Darstellung der Angelegenheit in den „Ärztlichen Nachrichten" zu beobachten war, Ausdruck gegeben.

Am 17. Mai veröffentlichte das Gesundheitsministerium folgende Erklärung:

„Die Kundgebungen der ärztlichen Organisationen gegen die Durchführung des § 9, Absatz 4 des Gesetzes über die Zahnheilkunde und Zahntechnik sind zum Abschluß gelangt. Damit scheint der Zeitpunkt gekommen, daß auch das Gesundheitsministerium in dieser Sache das Wort ergreift und folgendes feststellt:

a) § 9, Absatz 4 des Gesetzes vom 1. Juli 1934, Z. 171 Slg. d. G. u. V., lautet:

Durch Regierungsverordnung können die besonderen Bedingungen festgesetzt werden, unter denen in rücksichtswürdigen Fällen die Berechtigung zum selbständigen Betriebe der Zahntechnik Personen erteilt werden kann, die nach dem 6. Mai 1920 in die Lehre für das Zahntechnikergewerbe getreten sind.

b) Dem Ministerium für öffentliches Gesundheitswesen und körperliche Erziehung ist es erst Ende März gelungen, den vollen Wortlaut des angeblichen „Referentenentwurfes" kennen zu lernen, der den Anlaß zu den Kundgebungen der ärztlichen Organisationen gegeben hat.

c) Den Ärzteorganisationen war schon aus dem § 4 dieses „Referentenentwurfes" bekannt, daß zur Herausgabe der Regierungsverordnung nicht das Gesundheitsministerium, sondern das Handelsministerium als das für das Zahntechnikergewerbe zuständige Ressort kompetent ist und daß das Gesundheitsministerium in diesem Falle lediglich als mitbeteiligtes Ressort in Betracht kommt.

d) Es besteht im Ministerium kein Akt, durch den der Minister irgendeinen „Referentenantrag" genehmigt hätte und daher existiert auch kein „Referentenantrag", welcher als „Antrag des Ministeriums" angesehen werden könnte.

e) Das Gesundheitsministerium hat bis zum heutigen Tage keinen „Referentenantrag" ins interministerielle Verfahren geleitet.

Das Gesundheitsministerium hat, um — schon im Hinblick auf die Urgenzen aus parlamentarischen Kreisen — für die Verhandlung des Gegenstandes mit den zuständigen Ministerien und mit allen Interessenten, zu denen selbstverständlich auch die Ärzte gehören, parat zu sein, die notwendigen vorbereitenden Arbeiten eingeleitet. Da aber schon die ersten Versuche zur Erzielung eines Einvernehmens mit den Zahntechnikerorganisationen ergebnislos blieben, überließ das Gesundheitsministerium alles weitere dem zuständigen Ministerium und hat sich mit dieser Sache schon seit dem 11. Jänner d. J. nicht weiter befaßt, während die Kundgebungen der Ärzteorganisationen erst im Monat März einberufen wurden. Dies wird deswegen festgelegt, um von vornherein der Behauptung zu begegnen, als hätte das Ministerium nur unter dem Druck der öffentlichen Einspruchskundgebungen, die es an dieser Stelle lieber übergeht, von den weiteren Vorbereitungsarbeiten Abstand genommen. Diese Feststellungen genügen zur Klärung der Sachlage."

Am 21. Mai aber erscheint an leitender Stelle der „Ärztlichen Nachrichten" ein Artikel unter dem Titel „Ärzte gegen Ärzte, Mißglückte politische Äußerungen zum unpolitischen Zahnärzte-Zahntechniker-Problem". Darin wird uns der Vorwurf der „Unsachlichkeit" gemacht, bedauert, daß wir den Ärzten „in den Rücken fallen", und der Vorwurf „politischer Motive" „mit Entrüstung und Entschiedenheit" zurückgewiesen.

Nun wir werden uns aufs Zitieren beschränken. Von diesem nichtexistierten Entwurf des Ministeriums hieß es auf Seite 224 der „Ärztlichen Nachrichten" (dort fett gedruckt): „Beide Entwürfe entstammen demselben Ministerium". Und weiter hieß es: „Die Ärzteschaft verlangt, daß sie endlich in allen Fragen gehört werde, daß weiters so weittragende Entschei-

dungen nicht von Personen ausgehen, die sich über die Tragweite ihrer Anträge nicht im Klaren sind. Sie lehnt aber vor allem auch ab, daß Angelegenheiten der Gesundheit Gegenstand politischer Geschäfte werden." Wohlgemerkt, das wird im Anschluß an die unrichtige Behauptung vom Entwurf des Gesundheitsministeriums gesagt. Und Herr Dr. Max Egon Wolf hat wohl auch nur an niemand bestimmten gedacht, als er (fettgedruckt) gegen einen politischen Schacher, dessen Kaufpreis die Gesundheit des Volkes ist, protestierte. Und sie haben alle sehr sachlich argumentiert, die immer wieder die „Volksgesundheit gegen das Gesundheitsministerium" verteidigt haben. Gegen jenes Gesundheitsministerium, in dem kein „Referentenantrag besteht, der als Antrag des Ministeriums angesehen werden könnte". Und der Gipfel der Sachlichkeit wird erst erklommen, nachdem das Ministerium seine Erklärung veröffentlicht hat. Da gegenüber den klaren Feststellungen nur eine Entschuldigung wegen der unberechtigten Vorwürfe am Platze wäre, windet sich der fixe Polemiker der „Ärztlichen Nachrichten", dem eine besondere psychologische Studie zu widmen uns schon lange reizt, mit dem Hinweis heraus, daß die Zahntechnikergehilfen, insolange ihnen keine Konzessionen verliehen würden, dem Gesundheitsministerium unterstehen. Auch dieses klägliche Argument, gegenüber der Feststellung, daß der Kampf gegen einen nicht bestehenden Entwurf des Gesundheitsministeriums gegolten hat und daß die Herausgabe des Regierungsentwurfes dem Handelsministerium zusteht, genügt es zu zitieren.

Rundschau

Vom Gesundheitszustand der deutschen Arbeiter

Unter diesem Titel veröffentlichten wir in Nr. 2/3 des „IÄB" einen Artikel, der sich wesentlich auf den Jahresbericht der Kruppschen Bezirkskrankenkasse für 1935 nach der Darstellung der nationalsozialistischen „Essener Nationalzeitung" stützte. Dieses Blatt, das als Sprachrohr von Göring gilt, hat aber, wie uns von zuverlässiger Seite mitgeteilt wird, einen sehr wesentlichen Hinweis auf das Verhalten der Ärzte fortgelassen und dadurch die Öffentlichkeit irregeführt. Die Ärzte erhielten den Auftrag, Kranke rigoros gesund zu schreiben, doch sie widersetzten sich tapfer diesem Ansinnen. Der Jahresbericht der Bezirkskrankenkasse sagt darüber:

„Von wenig Erfolg blieb endlich auch eine Anweisung des nationalsozialistischen Amtsleiters der Kassenärztlichen Vereinigung an die Kassenärzte, unberechtigte Wünsche der Kassenmitglieder abzulehnen."

Die Nazi-Vertrauensärzte, als willfährige Werkzeuge des Rüstungskonzerns, dessen Überschuß in 2 Jahren von 118 Millionen RM auf 232 Millio-

nen RM gestiegen ist, griffen darauf mit rigorosen Nachuntersuchungen ein. Wir haben also durch die Fälschung des Naziblattes unbeabsichtigt den Kassenärzten unrecht getan.

Der loyale Universitätsprofessor in Prag

Hierzu wird uns geschrieben:

Die „Münchner Medizinische Wochenschrift" bringt in Nr. 16 vom 17. April 1936 einen Spitzenartikel „Neue Untersuchungen zur Leberpathologie". Verfasser des Artikels ist der Leiter der II. Prager medizinischen Universitätsklinik Prof. Nonnenbruch. Bekanntlich ist die „MMW" wegen ihrer feindseligen Einstellung gegen die Tschechoslowakische Republik verboten. Die Veröffentlichung eines Aufsatzes in einer hier mit Recht verbotenen Zeitschrift, der natürlich nicht zur Kenntnis der inländischen Ärzte gelangen kann, muß als eine Demonstration gegen die Republik gedeutet werden. In Deutschland würde ein Universitätsprofessor bei ähnlichem Vorgehen, von manchen anderen Strafen abgesehen, nicht eine Stunde länger auf seinem Lehrstuhl sitzen. Der Vorfall ist ein Schulbeispiel für die Einstellung der aus Deutschland berufenen Professoren gegenüber unserer Republik, die sie nur als Durchgangsstation zu einer Karriere in Deutschland benutzen. Vielleicht gibt das neue Universitätsgesetz auch unseren Behörden die Möglichkeit, Illoyalität gegenüber unserer Republik zu ahnden.

Gleichschaltung der »Medizinischen Klinik«

Die „Medizinische Klinik" erscheint in Wien, Berlin und Prag. Sie hat sich aber auch in Wien und Prag gleichgeschaltet. Seit Neujahr dieses Jahres gehören Prof. Starkenstein und Prof. Marx nicht mehr dem Redaktionskollegium an. Ob bei Prof. Marx der Name unerträglich ist oder Unordnung unter den Großmüttern vermutet wird, ist uns nicht bekannt. Die Referate über die tschechoslowakische Literatur wurden eingestellt, weil angeblich dafür kein Platz vorhanden ist. Die mit Erscheinungsort Prag bezeichnete Zeitschrift richtet sich offenbar nach den Weisungen des Propagandaministeriums.

Nochmals der Deutsche Kongreß für Innere Medizin

Wir haben in der letzten Nummer des „IÄB" auf das „Neue" dieser Wiesbadner Tagung hingewiesen. Der unvermeidliche Reichsärzteführer Dr. Wagner sagte in einer Ansprache: „Das, wofür wir nationalsozialistischen Ärzte jahrelang gekämpft haben, wofür wir oft von unseren Gegnern verlacht wurden, beginnt Wirklichkeit zu werden. Es war geboren aus unserem Glauben an die nationalsozialistische Bewegung und an den Führer. Die Nation vertraut in unbegrenzter Zuversicht ihrem großen Arzte, der sie aus unheilbar erscheinender Krankheit in so kurzer Zeit wieder zur Gesundung geführt und ihr das Vertrauen wieder geschenkt hat..." Der Kongreß stimmte stehend das Horst-Wessel-Lied an.

In trautem Verein versammelt waren auf diesem wissenschaftlichen Kongreß außer den Ärzten auch Vertreter der NSDAP, SA, SS, Sanitätsstaffel, Heilpraktiker und Laienbünde, Reichsarbeitsgemeinschaft der Verbände für naturgemäße Lebensweise, Bund der deutschen Naturheilvereine, Reichsbund für Homöopathie und Lebenspflege und der Felkebund. Das „Deutsche Ärzteblatt" berichtet voller Freude, daß auch Vertreter des Auslands, genannt wird die deutsche biologische Ärzteschaft der Tschechoslowakei, anwesend waren. „Eine besonders erfreuliche Tatsache, denn es hat nicht an Versuchen aus Deutschland geflüchteter jüdischer und marxistischer Ärzte gefehlt, die Wiesbadner Tagung und vor allem auch die Deutsche Gesellschaft für innere Medizin im Auslande in Verruf zu bringen." Hier liegt eine absichtliche Irreführung vor. Es ist nicht die Aufgabe allein der aus Deutschland vertriebenen Ärzte, die Kollegenschaft allüberall über die „neue deutsche

Heilkunde“ und die Barbarei des Dritten Reiches aufzuklären. Alle fortschrittlichen Ärzte der Welt beteiligen sich recht lebhaft an dieser notwendigen Aufklärungsarbeit, wobei sie von den Nazis selbst unfreiwillig in hohem Maße unterstützt werden.

Schandurteil gegen einen deutschen Arzt

An versteckter Stelle wird in einigen deutschen Zeitungen gemeldet: Die Große Strafkammer des Hamburger Landgerichtes verurteilte einen jüdischen Arzt wegen versuchter Rassenschande zu zwei Jahren sechs Monaten Zuchthaus und zu zwei Jahren Ehrverlust. Dem Angeklagten wurde zur Last gelegt, daß er während der Behandlung eine 18jährige arische Patientin zu küssen versuchte. Obwohl der Arzt seine Schuld bestritt, sah das Gericht auf Grund der Aussage der Zeugin den Tatbestand der versuchten Rassenschande als gegeben an. Jedes einigermaßen unvoreingenommene Gericht und jeder Sachverständige weiß, daß junge weibliche Personen recht häufig nicht die Fähigkeit besitzen, wahre Erlebnisse von Phantasien zu unterscheiden und richtig wiederzugeben. Das trifft in besonderem Maße bei sexuellen Anklagen zu. In Nazi-Deutschland spielen solche Erwägungen natürlich keine Rolle mehr. Der unbescholtene Arzt muß als „Rassenschänder“ zur höheren Ehre der Nürnberger Judengesetze vernichtet werden. Zweieinhalb Jahre Zuchthaus für dieses „Verbrechen“ des angeblichen Kußversuches! Wäre es nicht Pflicht aller fortschrittlich Gesinnten, den Boykott gegen dieses barbarische System zu verstärken?

Eine „Ehrenrettung“ für Semmelweis

Der Professor Tiberius v. Györy in Budapest hält es für notwendig, in der „DMW“ gegen die Gerüchte über Abstammung und nationale Zugehörigkeit von Ignaz Philipp Semmelweis aufzutreten. Mit großer Befriedigung stellt der Verfasser fest, daß es mit Hilfe eines römisch-katholischen Pfarrers gelungen sei, den ununterbrochenen Stammbaum von 1692 aus den Matrikeln abzuleiten. Somit sei an der arischen Abstammung nicht zu zweifeln. Ähnlich stehe es mit dem Ungarntum, wenn auch die Familie Semmelweis deutschen Ursprungs sei. Wie lächerlich erscheinen doch solche Feststellungen allen, außer den Nazis und ihren Nachbetern! Die Kulturwelt ehrt in Semmelweis den Forscher, der ihr über Aetologie, Begriff und Prophylaxe des Kindbettfiebers wesentlich neue Erkenntnisse gegeben und Millionen von Müttern gerettet hat.

Reinlichkeit und Säuglingssterblichkeit in den Ländern

Die Firma Henkel-Persil-Werke in Berlin veröffentlicht folgende Statistik:

	Seifen und Waschmittelverbrauch pro Kopf der Bevölkerung	Von 100 Neugeborenen starben 1930 im 1. Lebensjahr
Rumänien	2 kg	17.6
Ungarn	2.5 kg	15.2
Portugal	3.7 kg	14.4
Spanien	3.8 kg	11.7
Italien	4.1 kg	12.5
Deutschland	6.3 kg	8.5
Belgien	7.6 kg	9.3
Frankreich	8 kg	7.3
England	8.5 kg	6
Dänemark	10 kg	8
Holland	11 kg	5.1
USA	11.5 kg	6.5

Die Kurorte in der Sowjetunion

Im System des sowjetistischen Gesundheitsschutzes spielen die Kurorte eine große Rolle. Im Jahre 1924 wurden etwa 50.000 Kranke aufgenommen, dagegen ist 1936 die Unterkunft von über 900.000 Kranken in den Kurorten vorgesehen. Auch auf diesem Gebiete war eine große Aufbauarbeit in der Sowjetunion notwendig. Die Badehäuser, die Schlammbäder und Heilinstitute waren völlig in Verfall geraten. Neue Sanatorien wurden gebaut, die alten Einrichtungen wurden

auf der Basis der neuen Technik wiederaufgerichtet. Allein für die staatlichen Kurorte stehen in diesem Jahre ungefähr 11 Millionen Rubel hierfür zur Verfügung. Eupatoria, der Kurort an der Westküste der Krim, der jetzt schon 3000 Kinder beherbergen kann, soll zu einem vorbildlichen Kurort für Kinder ausgebaut werden. Ein Kindersanatorium zur Behandlung der Knochentuberkulose soll dort gebaut werden. Die Kurorte der Sowjetunion sind zu wahren Heilstätten für die breiten werktätigen Massen geworden.

Die Internationale Krankenhausgesellschaft

veranstaltet in der ČSR vom 29. August bis 6. September 1936 den III. internationalen Fortbildungskurs für Krankenhauswesen. Die Verhandlungsthemen sind: 1. Chronikerfürsorge (Tuberkulose: Doz. Dr. Jedlička-Prag; Doz. Dr. Gruschka-Aussig a. d. E.; Dr. Tolar-Zlín). Rheumatismus (Referent aus der UDSSK; Prof. Prusík-Prag). Geistes -und Nervenkrankheiten (Dr. Helit-Detroit; Professor Henner-Prag). Karzinom; Herz- und Gefäßkrankheiten; Alterskrankheiten. 2. Aufgaben des Laboratoriums im Krankenhause. 3. Aufgaben des Krankenhauses im Dienste der Sozialversicherung, mit besonderer Berücksichtigung der Arbeitsmedizin.

Boykott aller Kongresse und Veranstaltungen in den faschistischen Ländern

Die Exekutive der Sozialistischen Arbeiter-Internationale, die in Brüssel tagte, hat eine Entschließung gefaßt, in der es heißt:

„Die SAI und der IGB haben sich bereits in der gemeinsamen Sitzung ihrer Vorstände am 19. Mai 1933 in Paris für die Förderung und Fortsetzung des in spontaner Weise bei allen zivilisierten Völkern in Erscheinung getretenen „direkten moralischen und materiellen Boykotts" gegen den Terror und die beispiellose Barbarei der Hitlerregierung ausgesprochen.

Der Weltboykott gegen die Barbarei hat jedoch viele Lücken . . .

Aber trotz all ihrer Gebrechen hat die Boykottbewegung zur Bekämpfung des Hitlerismus beigetragen und muß daher je nach den vorhandenen Möglichkeiten mit Energie durchgeführt werden.

Die Exekutive der SAI begrüßt daher die Boykottierung der Olympiade in Deutschland durch die Sozialistische Sport-Internationale, die Boykottierung des Kongresses für Freizeitgestaltung in Hamburg durch den IGB und fordert alle Sozialisten zur Boykottierung des Kongresses des Internationalen Städtebundes in Berlin und München auf."

Für die Kollegen aller zivilisierten Länder gilt es, die folgenden Kongresse zu boykottieren:

den Internat. Sportärztekongreß in Berlin,

den Internat. Oto-Rhino-Laryngologenkondgreß in Berlin,

den Internationalen Kongreß für Lichtforschung in Wiesbaden,

die Tagung der Gesellschaft deutscher Neurologen und Psychiater in Frankfurt a. M.

Aus der sozialistischen Ärztebewegung

Sozialistische Ärztetagung in Komotau

Wir verweisen auf die im Anzeigenteil dieses Heftes abgedruckte Tagesordnung des Ärztetreffens, das vom 4. bis 5. Juli d. J. in Komotau während der Atuswoche stattfindet. Die Hauptreferate halten die Genossen Gesundheitsminister Dr. Ludw. Czech, Prof. Dr. O. Fischer und Dr. Th. Gruschka. Möglichst umgehende Anmeldung und Zimmerbestellungen sind erbeten an die Adresse: Dr. Arnold Holitscher, Komotau.

Kollegen und Genossen!

Den geäußerten Wünschen, das IÄB häufiger und in erweitertem Umfang erscheinen zu lassen, werden wir nach Möglichkeit entsprechen. Dazu bedürfen wir auch verstärkter materieller Hilfe aller unserer Freunde, auf deren Unterstützung und Opferfreudigkeit wir allein angewiesen sind. In der ČSR benützt man am besten das Postsparkassenkonto, Praha Nr. 51.041 der Böhmischen Escomptebank und Creditanstalt (für die Zeitschrift „Internationales Ärztliches Bulletin"). Unsere ausländischen Freunde zahlen durch Scheck, internationale Postwertzeichen oder Banküberweisung.

Quittung

Bei dem Internationalen Bureau gingen weiter folgende Beträge ein:
Dr. E. Heller, Teplitz, Kč 100.—; Dr. T. B., Madrid, Kč 50.—; Deutsche Sektion in ČSR Kč 500.—; Dr. Milhaud, Paris, Kč 80.—; Kollegen in ČSR, Kč 150.—.

Aus der französischen Sektion

Le groupe français a désigné le Camarade Dr. Oguse-Paris comme délégué au Bureau International. On attend ainsi une collaboration de plus en plus fructueuse avec l'organisation internationale. Nous sommes actuellement en plein développement. Nous avons établi un certain nombre de rapports concernant l'hygiène, la lutte contre les fléaux sociaux et qui ont beaucoup de chance d'inspirer le nouveau gouvernement. Le sécrétaire général du groupe, Dr. A. Guy, vient d'être élu député. Nous espérons ainsi augmenter notre influence au Parlement.

Aus der englischen Sektion

The Socialist Medical Association had a most successful Annual Meeting of our members on May 24th. The Association's attitude towards war is brought out in a discussion on two motions, one relating to war as a whole and the other dealing with defence against air raids. This is to be followed by a lecture on „State Hospitals and Medical Education". The lecturer was Colonel A. H. Proctor, Dean of the British Pst-Graduate Medical School, Hammersmith. As soon as the Report is printed, we will give here some details. We are publishing almost immediately the very important Memorandum on the effects of Gas Warfare.

There is a very active body of Socialist Medical Students, now organised in London in the Inter-Hospital Socialist Society. They are doing excellent work, and are closely associated with us. We will keep in touch with the French Organisation of Socialist Physicians. We have no doubt that some of our members will be able to visit Paris to give lectures there, and that some of our French Comrades will speak to us in London.

Die Bezieher unserer Zeitschrift werden gebeten, die Bezugsgebühren auf das Postsparkassenkonto Praha Nr. 51.041 der Böhmischen Escomptebank und Creditanstalt (für das IÄB) schnellstens einzuzahlen. Erlagscheine lagen der letzten Nummer bei. Aus dem Auslande können trotz Devisensperre kleine Beträge durch Postanweisung erfolgen, sonst auch durch Scheck, Banküberweisung oder internationale Postwertzeichen.

Bücher und Zeitschriften

The Socialist Doctor. The official Organ of the Socialist Medical Association. London W. C. 2.

Contents of the May-Number 1936:

Activites; A Midwife Maternity Service; Agriculture and the new Outlook on Nutrition; Annual General Meeting; Gas Attacks. Is there any Protection? Malnutrition; Patent Medicine Advertising.

Ignazio Silone: „Brot und Wein". Roman, 346 Seiten, Kart. Fr. 4.80. Verlag Oprecht, Zürich.

In diesem Roman aus dem heutigen Italien kehrt ein Emigrant in sein Heimatland zurück. Er trifft ehemalige Kameraden und den greisen Lehrer seiner Jugend wieder, er lebt verkleidet mit den armen Bauern, den Cafoni, in den Dörfern, mit den Arbeitern in der Stadt. Er findet ein verändertes Land und veränderte Menschen. Die Wirklichkeit zerstört manche Illusionen, sie zwingt ihn, manches ganz anders zu sehen. Es handelt sich nicht darum, neue Formeln, neue Gesten oder neufarbige Hemden in Umlauf zu bringen, sondern Mensch zu werden, im wahren Sinne des Wortes. Der heutige Mensch ist verstümmelt, entstellt, gedemütigt, geschändet. Dieser Roman von Silone zeichnet sich wie seine früheren Bücher durch eine meisterhafte Darstellung der Menschen, wie sie leben und handeln, aus.

Neue Bücher.

Bei der Verlagsanstalt „Graphia", Karlsbad, sind die folgenden Neuerscheinungen in Vorbereitung:

Friedr. Stampfer: Die 14 Jahre der ersten Deutschen Republik.

Alexander Stein: Adolf Hitler. Schüler der „Weisen von Zion".

Gregor Bienstock: Europa und die Weltpolitik. Die Zonen der Kriegsgefahr.

Anna Freud: „Das Ich und die Abwehrmechanismen". Internationaler Psychoanalytischer Verlag Wien 1936.

Eine in außerordentlich klarer Sprache und leicht faßlicher Form geschriebene Darstellung einiger neuer Resultate der psychoanalytischen klinischen Forschung, die nicht nur für den Fach-Psychoanalytiker, sondern für jeden psychologisch Interessierten wichtig ist. Während die Psychoanalyse zunächst das sogenannte „Verdrängte", den biologischen Anteil der Persönlichkeit, untersuchte, steht jetzt das „Verdrängende", das sogenannte „Ich", d. h. derjenige Teil der Persönlichkeit im Mittelpunkt der Forschung, der sich unter dem Einfluß der Außenwelt modifiziert hat, und sich, wo es nötig scheint, den Trieben entgegenstellt.

Fenichel (Prag).

Zikmund Freud: „O sobě i psychoanalyse". Verlag Orbis, Prag XII. Preis Kč 16.—.

In der Sammlung „Časové obrázky" ist aus Anlaß des 80. Geburtstages des Schöpfers der Psychoanalyse eine von Ota Friedmann mit viel Sorgfalt und Geschick ins Tschechische übersetzte „Selbstdarstellung" erschienen. Sie ist im wesentlichen eine erweiterte Neuauflage der Freudschen Autobiographie, welche im Jahre 1925 im 4. Bande der Groteschen Sammlung „Die Medizin der Gegenwart in Selbstdarstellungen" erschien, und die große Gemeinde der Freudianer mit vielen Details aus dem Leben des Gelehrten bekannt machte. Da Freud heute trotz des Sprichwortes: nemo propheta in patria, sich in den tschechoslowakischen Intelligenzkreisen zahlreiche Anhänger zu erwerben vermochte, wird das in leichtverständlicher und eindrucksvoller Sprache geschriebene Büchlein gewiß seine Sendung erfüllen und der Psychoanalyse noch weitere Kreise zuführen.

-o. -l.

Verantwortlicher Redakteur: MUDr. Augustin Turek, Praha - Buchdruckerei Solidarita, Praha XII, Čáslavská 15 - Zuschriften, Bestellungen und Rezensionsexemplare an diese Adresse - Zum Postversand mit Zeitungsmarken zugelassen durch Verfügung der Prager Postdirektion Nr. 315.614/VII. 1933 - Aufgabeamt Prag 31.